

RD-CONGO



LE COURRIER DE KINSHASA

300 FC/200 F.CFA

www.adiac-congo.com

N° 4121 - JEUDI 11 NOVEMBRE 2021

VIOLENCES À BENI ET IRUMU

L'efficacité de l'état de siège remis en cause

Les députés du Nord-Kivu, Tembos Yotama et Mbusa Mbenze, ont publié, le 9 novembre, un rapport accablant sur les violences dans les territoires de Beni et Irumu, dans l'est de la République démocratique du Congo. Ce rapport couvre la période de 2008 à septembre 2021 et recense plus de 2237 attaques ayant causé la mort de plus de 7404

personnes. Les auteurs notent que le plus important pic des violences a été constaté en 2021 après la proclamation de l'état de siège, en mai dernier. Aussi ajoutent-ils, des 1747 victimes, plus de 1200 ont été recensées durant les quatre mois ayant suivi son instauration. Selon le député national et membre de la coalition au pou-

voir, Tembos Yotama, « ... la solution aux massacres de Beni-Irumu n'a rien à voir avec l'instauration de l'état de siège. Le gouvernement, partant de la réalité sur le terrain, a vraiment tapé à côté. D'où la nécessité de chercher la solution ailleurs si vraiment il y a besoin de résoudre cette question ».

Page 2

PARTENARIAT

L'Unicef lance l'initiative Génération sans limites en RDC



Le représentant de l'Unicef, la ministre de la Formation professionnelle et des Métiers et le directeur de Kinshasa Digital Academy

Les locaux de Silikin village, le plus grand hub numérique de la RDC situé dans la commune de la Gombe, a connu une ambiance particulière le 9 novembre. Il s'est agi du lancement officiel du partenariat entre Kinshasa Digital Academy et l'Organisation des Nations unies pour l'enfance à travers le programme (Unicef) « Génération sans limites en RDC ». Ce programme a pour objectif de créer de meilleures opportunités d'éducation, de

compétences, d'emploi et d'entrepreneuriat pour les jeunes de la RDC, à travers la formation professionnelle.

La mission du programme « Génération sans limites en RDC » consiste à former dix millions de jeunes congolais d'ici à 2030, afin d'améliorer l'entrée à l'unité des jeunes congolais dans différents domaines, pour créer des emplois et des opportunités d'entrepreneuriat descente et durable.

Page 2

ENTREPRISES

Eugène Diomi Ndongala rassure sur la relance de la Cimenterie nationale



Entretien entre Diomi Ndongala et le directeur général de la Cinat

Dans le cadre de la relance des activités de la Cimenterie nationale (Cinat), le président du parti Démocratie chrétienne et président de la Congolaise du développement rural, Eugène Diomi Ndongala, a fait, le 9 novembre, une descente à Kimpese,

dans le Kongo central. Au cours de cette activité, il a exprimé la volonté du chef de l'Etat, Félix-Antoine Tshisekedi, de relancer cette usine inactive depuis près de dix ans. Selon Eugène Diomi, la société Cinat va rouvrir ses portes et reprendre ses

activités. Mais, a-t-il dit, une étude préalable de faisabilité est requise. Cela sera suivi par la finalisation des signatures des documents juridiques pour soutenir cette relance d'activités.

Page 3

KINSHASA

Gentiny Ngobila rend les derniers hommages aux personnes mortes calcinées à Lemba

Le gouverneur de la ville de Kinshasa, Gentiny Ngobila Mbaka, a assisté, le 10 novembre à la clinique Kinois, à la levée de corps de six personnes d'une même famille dont la maison d'habitation a été incendiée dans la nuit du 12 au 13 octobre dernier. Après avoir déposé ses gerbes de

fleurs, l'autorité urbaine a eu juste des mots pour exprimer sa compassion à la famille éprouvée. Pour lui, cet événement turbulent ne pouvait pas le laisser indifférent, d'où sa présence en ces lieux.

Le gouverneur Gentiny Ngobila a indiqué que des enquêtes sont en

cours pour élucider la cause exacte de cet incendie et la mort de ces six personnes. En plus de sa présence sur les lieux du drame, le gouverneur de la capitale congolaise a pris en charge l'organisation de ces obsèques.

Page 3



Le dépôt de la gerbe de fleurs par le gouverneur Ngobila

VIOLENCES À BENI ET IRUMU

L'efficacité de l'état de siège remis en cause

Le plus important pic des violences dans les territoires de Beni et Irumu a été constaté cette année après la proclamation de l'état de siège.

Les députés du Nord-Kivu, Tembos Yotama et Mbusa Mbenze, ont publié, le 9 novembre, un rapport accablant sur les violences dans les territoires de Beni et Irumu, dans l'est de la République démocratique du Congo. Ce rapport couvre la période de 2008 à septembre 2021 et recense plus de 2237 attaques ayant causé la mort de plus de 7404 personnes. Les auteurs notent que le plus important pic des violences a été constaté en 2021 après la proclamation de l'état de siège, en mai dernier. Aussi ajoutent-ils, des 1747 victimes, plus de 1200 ont été recensées durant les quatre mois ayant suivi son instauration. Selon le député national et membre de la coalition au pouvoir, Tembos Yotama, « ... la solution aux massacres de Beni-Irumu n'a rien à voir avec l'instauration de l'état de siège, le gouvernement, partant de la réalité sur le terrain, a vraiment tapé à côté. D'où la nécessité de chercher la solution ailleurs si vraiment il y a besoin de résoudre cette question ». Il précise, en outre, que des trois localités attaquées en 2008, la situation actuelle fait état de plus de 340 agglomérations visitées par les assaillants qui tuent essentiellement à la machette. « En bref, plus de 696 entités ont été attaquées pendant notre période d'étude. Et malgré ce nombre très alarmant, on ne sent pas trop l'implication des services de sécurité qui sont pourtant éparpillés dans les zones des massacres. Curieusement, d'autres attaques ont lieu dans les endroits surmilitarisés, (c'est) le cas d'Eringeti, Maimoya », a noté le rapport. Il dénonce notamment la brutalité militaire dont est victime la population locale sous le régime de l'état de siège. Les auteurs du rapport n'attestent pas la thèse jihadiste portée par les autorités congolaises. Ils dénoncent des crimes de génocide visant essentiellement la communauté Nandé qui représente « 95 % des victimes ». Par conséquent, ils recommandent à la communauté internationale de créer un tribunal pénal international pour la région.

Jules Tambwe Itagali

PARTENARIAT AVEC KINSHASA DIGITAL ACDEMY

L'Unicef lance l'initiative Génération sans limites en RDC

Les locaux de Silikin village, le plus grand hub numérique du pays situé dans la commune de la Gombe, a connu une ambiance particulière le 9 novembre. Il s'est agi du lancement officiel du partenariat entre Kinshasa Digital Académy (KDA) et l'Organisation des Nations unies pour l'enfance (Unesco) à travers le programme « Génération sans limites en RDC ».

Le programme mis en oeuvre par l'Unicef a pour objectif de créer de meilleures opportunités d'éducation, de compétences, d'emploi et d'entrepreneuriat pour les jeunes de la République démocratique du Congo (RDC), à travers la formation professionnelle, en particulier la formation aux métiers du digital. Sa mission consiste à former dix millions de jeunes congolais d'ici à 2030, afin d'améliorer l'entrée à l'unité des jeunes congolais dans différents domaines pour créer des emplois et des opportunités d'entrepreneuriat descentes et durables. Mais aussi, pour une éducation de qualité, avec de l'enseignement à distance, des compétences numériques et de la formation professionnelle.

Pour le représentant de l'Unicef, Édouard Beigberder, qui s'est réjoui de ce partenariat, cette initiative est une grande opportunité pour la jeunesse congolaise qui dispose d'une immense potentialité pour opérer des profondes transformations économiques et sociales. Investir dans leur éducation et leur emploi, a-t-il poursuivi, contribue par conséquent à assurer la croissance économique et la cohésion sociale du pays à travers le renforcement du capital humain et social. « Ces jeunes possèdent de la créativité, de l'énergie, des compétences nécessaires pour surmonter certains grands défis auxquels nous sommes tous confrontés », a déclaré le représentant de l'Unicef.



Le représentant de l'Unicef, la ministre de la Formation professionnelle et des Métiers et le directeur de Kinshasa Digital Académy

Il a ajouté qu'à travers cette plateforme de « Génération sans limites », son institution cherche à rassembler des partenaires de tous les secteurs de la vie autour d'un programme commun visant à faire la promotion de la jeunesse congolaise. De son côté, Jean-Louis Mbaka, directeur de la Kinshasa Digital Académy, a laissé entendre que ce partenariat est une collaboration étroite, autour d'un programme commun qui met en avant le potentiel de la jeunesse congolaise. Il a annoncé, dans la foulée, que grâce à ce partenariat, la KDA planifie à partir de 2022 l'ouverture d'autres académies du numérique dans différentes villes, notamment à Goma, Lubumbashi et Mbuji-Mayi, en partenariat avec la présidence de la République, le ministère du Numé-

rique et le ministère de la Formation professionnelle et des Métiers. Quant à la ministre de la Formation professionnelle et des Métiers, Antoinette Kipulu Kabenga, qui a pris part personnellement à cette activité, cette initiative tombe à point nommé dans la mesure où elle s'inscrit dans la droite ligne des préoccupations du chef de l'État, Félix-Antoine Tshisekedi-Tshilombo, qui considère la formation professionnelle comme clé du changement social par la création d'une classe moyenne. Rappelons que la Kinshasa Digital Académy a été créée en 2019. C'est l'un des principaux centres de formation aux métiers du numérique favorisant la préparation à l'emploi.

Blandine Lusimana

LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE

Les Dépêches de Brazzaville sont une publication de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)
Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse
Secrétariat : Raïssa Angombo

RÉDACTIONS

Directeur des rédactions : Émile Gankama
Assistante : Leslie Kanga
Photothèque : Sandra Ignamout

Secrétaire général des rédactions :

Gerry Gérard Mangondo

Secrétaire des rédactions :

Clotilde Ibara
Rewriting : Arnaud Bienvenu Zodialo, Norbert Biembedi, François Ansi

RÉDACTION DE BRAZZAVILLE

Rédacteur en chef : Guy-Gervais Kitina,
Rédacteurs en chef délégués : Roger Ngombé, Christian Brice Elion
Grand-reporter : Nestor N'Gampoula,
Service Société : Rominique Nerplat Makaya (chef de service) Guillaume Ondzé, Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko
Service Politique : Parfait Wilfried Douniama (chef de service), Jean Jacques Koumbemba, Firmin Oyé
Service Économie : Fiacre Kombo (chef de

service), Lopelle Mboussa Gassia, Gloria Imelda Lossedé

Service Afrique/Monde : Yvette Reine Nzaba (chefe de service), Josiane Mambou Loukoula, Rock Ngassakys

Service Culture et arts : Bruno Okokana (chef de service), Rosalie Bindika, Merveille Jessica Atipo

Service Sport : James Golden Eloué (chef de service), Rude Ngoma

LES DÉPÊCHES DU BASSIN DU CONGO :

Rédacteur en chef délégué : Quentin Loubou
Dorly Emilia Gankama (Cheffe de service)

RÉDACTION DE POINTE-NOIRE

Rédacteur en chef : Faustin Akono
Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki, Prosper Mabonzo, Séverin Ibara
Commercial : Méline Eta
Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikoumat : Immeuble Les Palmiers (à côté de la Radio-Congo Pointe-Noire).
Tél. (+242) 06 963 31 34

RÉDACTION DE KINSHASA

Directeur de l'Agence : Ange Pongault
Chef d'agence : Nana Londole
Rédacteur en chef : Jules Tambwe Itagali
Coordonnateur : Alain Diasso
Économie : Laurent Essolomwa,
Société : Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi
Culture : Nioni Masela
Sports : Martin Enyimo
Comptabilité et administration : Lukombo
Caisse : Blandine Kapinga

Distribution et vente : Jean Lesly Goga
Bureau de Kinshasa : 4, avenue du Port - Immeuble Forescom commune de Kinshasa
Gombé/Kinshasa - RDC - /Tél. (+243) 015 166 200

MAQUETTE

Eudes Banzouzi (Chef de service)

PAO

Cyriaque Brice Zoba (Chef de service)
Mesmin Boussa, Stanislas Okassou, Jeff Tamaff, Toussaint Edgard Ibara.

INTERNATIONAL

Directrice : Bénédicte de Capèle
Adjoint à la direction : Christian Balende
Rédaction : Camille Delourme, Noël Ndong, Marie-Alfred Ngoma, Lucien Mpama, Dani Ndongidi.

ADMINISTRATION ET FINANCES

Directrice : Lydie Pongault
Secrétariat : Armelle Mounzeo
Adjoint à la directrice : Abira Kiobi
Suivi des fournisseurs :
Comptabilisation des ventes, suivi des annonces : Wilson Gakosso
Personnel et paie :
Stocks : Arcade Bikondi
Caisse principale : Sorrelle Oba

PUBLICITÉ ET DIFFUSION

Coordinatrice, Relations publiques : Mildred Moukenga
Chef de service publicité : Rodrigue Ongagna
Assistante commerciale : Hortensia Olabouré

Administration des ventes: Marina Zodialho, Sylvie Addhas

Commercial Brazzaville :

Erhiade Gankama

Commercial Pointe-Noire :

Méline Eta Tanta

Chef de service diffusion de Brazzaville :
Guylin Ngossima

Diffusion Brazzaville : Brice Tsébé,
Irin Maouakani, Christian Nzoulani

Diffusion Pointe-Noire : Bob Sorel Moubélé
Ngono /Tél. : (+242) 06 895 06 64

TRAVAUX ET PROJETS

Directeur : Gérard Ebami Sala

INTENDANCE

Coordonnateur général: Rachyd Badila
Coordonnateur adjoint chargé du suivi des services généraux: Jules César Olebi
Chef de section Electricité et froid: Siméon Ntsayouolo
Chef de section Transport: Jean Bruno Ndokagna

DIRECTION TECHNIQUE (INFORMATIQUE ET IMPRIMERIE)

Directeur : Emmanuel Mbengué
Assistante : Dina Dorcas Tsoumou
Directeur adjoint : Guillaume Pigasse
Assistante : Marlaine Angombo
IMPRIMERIE
Gestion des ressources humaines : Martial Mombongo
Chef de service pré-press : Eudes Banzouzi
Gestion des stocks : Elvy Bombete
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville -

République du Congo
Tél. : (+242) 05 629 1317
eMail : imp-bc@adiac-congo.com

INFORMATIQUE

Directeur adjoint : Abdoul Kader Kouyate
Narcisse Ofoulou Tsamaka (chef de service), Darel Ongara, Myck Mienet Mehdi, Mbenguet Okandzé

LIBRAIRIE BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Émilie Moundako Éyala (chef de service), Eustel Chrispain Stevy Oba,
Nely Carole Biantomba, Epiphanie Mozali
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo

GALERIE CONGO BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Chef de service : Maurin Jonathan Mobassi.
Astrid Balimba, Magloire Nzonzi B.

ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale
www.lesdepêchesdebrazzaville.com
Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville, République du Congo
Tél.: 06 700 09 00
Email : regie@lesdepêchesdebrazzaville.fr
Président : Jean-Paul Pigasse
Directrice générale : Bénédicte de Capèle
Secrétaire général : Ange Pongault

CIMENTERIE NATIONALE

Eugène Diomi Ndongala rassure sur la relance de l'entreprise

A côté de l'étude de faisabilité pour la reprise d'activités et la signature des documents juridiques, toutes les batteries sont mises en marche pour redonner vie à la cimenterie nationale, fléron de l'économie congolaise, qui a fait la fierté de la province et de tout le pays et qui a fourni les ciments à des milliers de chantiers du pays et des Etats voisins.

Dans le cadre de la relance des activités de la Cimenterie nationale (Cinat), le président du parti Démocratie chrétienne (DC) et président de la Congolaise du développement rural (Coder) a fait, le 9 novembre, une descente à Kimpese, dans le Kongo central. Ce fils du terroir a exprimé la volonté soutenue par le chef de l'Etat, Félix-Antoine Tshisekedi, de relancer cette usine inactive depuis près de dix ans. Diomi Ndongala a noté que les activités de la Cinat ont été gelées par le pouvoir sortant, qui avait pensé que le partenariat avec Coder lui permettrait, en tant qu'opposant au régime en place, de gagner l'argent et de financer l'opposition. « Par la volonté du régime politique passé, notre province, le Kongo central, a régressé. Et, ce pouvoir a pensé que la Cinat, dans le partenariat avec Coder, était entre les mains d'un opposant, qui finançait l'opposition. C'est par cette motivation que l'usine de la Cinat a été fermée, en laissant libre cours à d'autres cimenteries », a-t-il fait savoir. Et de rassurer que tout est déjà mis en œuvre pour la relance de cette société.

Une symbiose avec la population et les travail-



Entretien entre Diomi Ndongala et le directeur général de la Cinat

leurs de la Cinat

Arrivé sur place à Kimpese, le président de la Coder et de la DC a été accueilli en grandes pompes par ses partisans et ceux d'autres partis alliés. Le cortège a fait une procession à travers la cité, en drainant la foule qui est venue saluer celui qui redonne l'espoir aux travailleurs de la Cinat et à leurs familles.

Après cette parade, Eugène Diomi Ndongala a été reçu, en privé, par le directeur général de la Cinat. Les deux personnalités ont évoqué la suite des événements liés à la relance de cette société dont la notoriété, dans le do-

maine du ciment, n'est plus à démontrer pour avoir fourni ce produit pour plusieurs chantiers, grands et petits, à travers toute la République. Cette réunion en aparté a fait suite à une visite guidée des différents départements de la société Cinat où Eugène Diomi Ndongala a pu se rendre compte de par lui-même de la réalité de cette entreprise et des tâches à accomplir. A l'issue de cette visite, le président de la Coder et de la DC a rassuré l'assistance de sa volonté de faire revivre la Cinat. Il a, à cette occasion, officiellement annoncé la reprise des activités

de l'usine.

Il est rappelé que la Cinat a été mise sous scellés pour des raisons politiques évoquées par Diomi Ndongala lors de son discours. Mais avec la volonté de l'actuel chef de l'Etat, qui soutient la détermination d'Eugène Diomi Ndongala Nzo Mambu, la société Cinat va rouvrir ses portes et reprendre ses activités. Mais, une étude préalable de faisabilité est requise. Cela sera suivi par la finalisation des signatures des documents juridiques pour soutenir cette relance d'activités.

Pour encourager les ou-

vriers, Eugène Diomi Ndongala leur a promis une prime de reprise d'activités. De leur côté, ces ouvriers qui sont restés dans la touche pendant près de dix ans ont reçu cette nouvelle avec enthousiasme et des acclamations. Leur souhait est que cette ouverture puisse redonner la vie et de l'espoir à ce territoire qui en a grandement besoin, pour le développement de l'ensemble de la province du Kongo Central et de toute la République démocratique du Congo.

Lucien Dianzenza

DRAME DE LEMBA

Gentiny Ngobila rend hommage aux victimes

En plus de sa présence sur les lieux du drame, le gouverneur de la capitale congolaise a pris en charge l'organisation des obsèques des six personnes décédées.



Le dépôt de la gerbe de fleurs par le gouverneur Ngobila

Le gouverneur de la ville de Kinshasa, Gentiny Ngobila Mbaka, a assisté, le 10 novembre à la clinique Kinoise, à la levée de corps des six personnes d'une même famille dont la maison d'habitation a été incendiée dans la nuit du 12 au 13 octobre dernier.

Après avoir déposé ses gerbes de fleurs, l'autorité urbaine a eu juste des mots pour exprimer sa compassion à la famille éprouvée. Pour lui, cet événement turbulent ne pouvait pas le laisser indifférent, d'où sa présence en ces lieux.

Il a, à cette occasion, indiqué

que des enquêtes sont en cours pour élucider la cause exacte de cet incendie et la mort de ces six personnes dont un homme, travaillant dans une banque de la place, sa mère, son épouse, ainsi que trois de leurs enfants.

Le premier citoyen de la ville de Kinshasa, note-t-on, a fait une descente la semaine dernière sur l'avenue Elila, quartier commercial, dans la commune de Lemba, pour s'enquérir de la situation sur place. Aussi a-t-il pris en charge l'organisation de ces obsèques.

L.D

ENVIRONNEMENT

Les plus grands pays forestiers prêts à parler d'une seule voix

La République démocratique du Congo, le Brésil et l'Indonésie ont pris la décision historique de constituer un cartel trilatéral en vue d'obtenir des compensations pour la protection des forêts.

Les trois plus grands pays forestiers dans le monde vont désormais s'exprimer d'une seule voix pour obtenir des contreparties dans leurs efforts de protection de l'environnement. Il s'agit, en substance, de l'engagement pris par les gouvernements de ces trois pays en marge de la 26e Conférence des Nations unies pour le climat (COP 26) qui se tient actuellement à Glasgow, en Écosse. Cette entente, a-t-on appris, est le couronnement de plusieurs mois de discussions. A Kinshasa, le sénateur She Okitundu a rappelé que la RDC avait soumis, en 2018, une proposition pareille au gouvernement indonésien, à Djakarta, et à l'ambassadeur Climat brésilien à New York. Toutefois, l'on se félicite de l'engagement commun qui va permettre d'engager des actions plus visibles.

Dans la sphère économique et politique de Kinshasa, la création d'un cartel constitue un événement majeur. Pour She Okitundu, ancien ministre des



Affaires étrangères et auteur de la démarche congolaise de mise en place d'un front commun en 2018, le pays en a bien besoin. Il a toujours plaidé en faveur des compensations équitables. Les trois pays, a-t-il expliqué, jouent effectivement un rôle crucial dans la lutte contre le changement climatique à travers la séquestration substantielle du dioxyde de carbone émis essentiellement par les pays développés. « Pour faire bouger les lignes dans ce bras de fer financier avec les pays nantis, la RDC doit changer de paradigme, en s'inscrivant dans une démarche stratégique particulière, de concert avec les deux autres pays renfermant des gigantesques massifs forestiers, à savoir le Brésil et l'Indonésie, par la constitution d'un bloc sous forme de cartel environnemental trilatéral (RDC-Brésil-Indonésie) appelé à devenir l'interface climat de la communauté financière internationale », a-t-il signifié.

Laurent Essolomwa

CDM QATAR 2022

Les Léopards obligés de gagner en Tanzanie

Les Léopards de la République démocratique du Congo (RDC) rejoignent Dar Es Salam pour une « finale » contre les Taifa Stars de la Tanzanie, en match de la 5e journée du groupe J du premier tour des éliminatoires de la Coupe du monde Qatar 2022.

La RDC défie la Tanzanie ce 11 novembre au Benjamin Mkapa Stadium de la capitale tanzanienne. Une bonne partie des joueurs séjournent déjà dans la capitale tanzanienne pour cette rencontre importante. En effet, les Congolais ont obligé de gagner cette rencontre en terre tanzanienne pour revenir dans la course à la qualification au dernier tour des éliminatoires. Un résultat d'égalité ou une défaite signifierait la fin des espoirs congolais. La RDC occupe la troisième position avec 5 points. La défaite à Antananarivo contre les Barea de Madagascar en 4e journée a éteint toute l'enthousiasme après la victoire de la troisième journée à Kinshasa contre la même formation malgache. Il faudra donc relever la tête, par une victoire, mais à l'extérieur. Ce qui est tout à fait faisable, d'autant plus que le Bénin avait réalisé cet exploit, avant d'être battu, lui aussi, à domicile par la même Tanzanie.

Pour cette rencontre cruciale à l'extérieur contre le premier du groupe avec 7 points, le sélectionneur argentin des Léopards de la RDC Hector Cuper va compter avec la présence du meneur de jeu du RC Lens,



Les Léopards à l'entraînement en Tanzanie dans le but de remporter les deux matchs... », a déclaré le joueur qui a joué dans plusieurs clubs en France, en Angleterre, en Italie, aux Pays-Bas, en Espagne et en Chine. Après la Tanzanie le 11 novembre, la RDC accueillera le 14 novembre au stade des Martyrs à Kinshasa les Ecureuils du Bénin en 6e et

dernière journée de ce premier tour des éliminatoires.

Outre Kakuta, Hector Cuper va aussi compter sur la présence d'Arthur Masuaku, lui aussi jouera, s'il sera titulaire, son premier match des éliminatoires. Le latéral gauche de West Ham en Premier League anglaise a aussi été blessé pendant un temps, avant de revenir. Cependant, le défenseur central Marcel Tisserand de Fenerbahçe en Turquie, encore attendu en Tanzanie, mais blessé, jouera peut-être le match de la dernière journée, le temps d'être totalement récupéré. Les Léopards sont quasi au complet à Dar Es Salam et se sont entraînés le 9 novembre à Jakaya M Kikwete Youth Park, sur le terrain d'Inspirin New Generation à Dar Es Salam.

Joueurs présents à Dar Es Salam

Les joueurs présents à cette séance d'entraînement sont les gardiens de but Joël Kiasumbua (Suisse/Sans club), Lionel Mpsi Nzau (Rodez AF/L2 France) et 3. Hervé Lomboto (DCMP) ; les défenseurs Nathan Idumba Fasika (Cape Town/Afrique du Sud), Djuma Shabani (Young Africans/Tan-

zanie), Christian Luyindama (Galatasaray/Turquie), Chancel Mbemba (FC Porto/Portugal), Mukoko Amale Dieumerci (Difaa El Jadida/Maroc), Glody Ngonda Muzinga (FC Riga/Lettonie), Fabrice Nsakala (Besiktas/Turquie), Arthur Masuaku (West Ham/Angleterre).

Les milieux de terrain déjà présents sont Samuel Bastien (Standard de Liège/Belgique), Edo Kayembe (Kas Eupen/Belgique), Fabrice Ngoma (Raja Athletic/Maroc), Samuel Moutoussamy (FC Nantes/L1 France), Gaël Kakuta (Lens/L1 France), Neeskens Kebano (Fulham FC/Angleterre), Chadrack Akolo Ababa (Amiens SC/L2 France) ; et les attaquants Cédric Bakambu (Beijing Guoan/Chine), Joël Ngandu Kayamba (Viktoria Plzen/République Tchèque), Ben Malango Ngita (Sharjah FC/Emirats arabes unis), Dieumerci Mbokani (Kuwait SC/Koweït), Yannick Bolasie (Rizespor/Turquie) et Chadrack Muzungu (RS Berkane/Maroc). Les joueurs attendus le 10 novembre sont Jackson Muleka (Standard de Liège/Belgique), Arsène Zola (Mazembe) et Marcel Tisserand de Fenerbahçe en Turquie qui est blessé.

Martin Engimo

NTIC

Les médias numériques influents malgré des budgets limités

Les médias numériques africains produisent un journalisme révolutionnaire et exercent un impact sociétal significatif malgré des budgets souvent limités ainsi que des menaces et des attaques en ligne constantes, révèle le rapport « Inflection point international », publié le 3 novembre.

En 2017, Sembramedia avait publié un premier rapport sur l'influence des médias numériques en Amérique latine. Depuis, l'organisation a élargi son champ d'études à d'autres régions du monde.

« Notre objectif, avec ce rapport, est de tirer des leçons des organisations médiatiques innovantes que nous avons étudiées afin que d'autres puissent apprendre comment construire des organisations plus fortes et plus durables sans compromettre leur éthique journalistique », a déclaré Janine Warner, cofondatrice de Sembramedia, une organisation à but non lucratif qui soutient les journalistes, en partenariat avec l'organisation philanthropique mondiale Luminate.

Ledit rapport a pour base des entretiens avec 201 médias numériques d'Afrique, d'Amérique latine et d'Asie du Sud-Est. Parmi ces médias, quarante-neuf proviennent de pays africains, notamment l'Afrique du Sud, le Ghana, le Kenya et le Nigeria. D'après ce rapport, 85 %



Les TIC en Afrique: Une génération plus dynamique © APA/DR

de ces médias interrogés ont déclaré avoir contribué à « des changements politiques et sociétaux significatifs » dans leurs pays ou régions respectifs.

Ainsi, grâce à leurs articles, ces médias numériques ont pu obtenir des résultats satisfaisants tels qu'un engagement civique, des enquêtes criminelles et des

changements de législation.

Des résultats obtenus en dépit de budgets limités pour la plupart. En effet, 60 % des médias interrogés dans le monde ont

des revenus inférieurs à 50 000 \$. Ces résultats valent également à ces médias numériques des menaces et des attaques en ligne. Plus d'un tiers déclare avoir déjà fait l'objet de cyberattaques sur leurs plateformes d'informations.

Les médias numériques africains sont régulièrement confrontés à de nombreuses poursuites judiciaires, principalement au Ghana et au Nigeria. A ce propos, certains dirigeants de médias mettent en place un dispositif d'autocensure. Cela permet de filtrer les articles afin d'éviter les poursuites judiciaires, notamment en raison du manque de moyens financiers pour engager des avocats.

Pour rappel, la plupart des médias ayant fait l'objet de cette étude travaillent dans des environnements classés comme « difficiles » par l'Indice de liberté de la presse 2021 de Reporters sans frontières. En Afrique, les seules exceptions sont l'Afrique du Sud et le Ghana, dont les environnements sont classés comme « satisfaisants ».

Josiane Mambou Loukoula

CÔTE D'IVOIRE

Le gouvernement entend créer huit millions d'emplois d'ici à 2030

La Côte d'Ivoire veut créer huit millions d'emplois supplémentaires, d'ici à 2030. Une ambition révélée par le Premier ministre, Patrick Achi, le 8 novembre à Abidjan, au cours d'une conférence de presse.

Le pays dont les indicateurs de performance sont au vert, depuis près de dix ans, d'après son chef du gouvernement, ne compte pas s'arrêter en si bon chemin. Il continue de multiplier les réformes en vue d'améliorer le quotidien de sa population.

Pour y parvenir, le gouvernement compte booster le développement du secteur privé « qui est le principal contributeur de l'Etat et pourvoyeur des ressources budgétaires, créateur de richesses et d'emplois », a déclaré Patrick Achi. Pour atteindre cet objectif, le Premier ministre ivoirien a annoncé la mise en place d'un « guichet unique », d'ici à l'année prochaine, qui sera chargé « d'un programme d'accompagnement et de financement des entrepreneurs et des PME ».

La Côte d'Ivoire espère également créer davantage d'emplois grâce à la « transformation des richesses agricoles » telles que l'anacarde dont le pays transforme présentement 15% de sa production nationale. Les autorités souhaitent augmenter les profits des producteurs de cacao et des autres produits agricoles et les emplois pour la population, grâce notamment à l'identification du potentiel de chacun, l'amélioration de la productivité, l'industrialisation et l'intégration dans les chaînes de valeurs mondiales.

Selon le gouvernement, le budget de l'Etat a été multiplié par trois en l'espace de dix ans, faisant reculer la pauvreté de 16%. Le volume global des investissements dans le pays a, quant à lui, été multiplié par sept, au cours de la même période. Le 3 décembre 2019, à l'occasion de la 14e réunion régionale africaine de l'Organisation internationale du travail qui s'était tenue à Abidjan, l'ancien vice-président ivoirien, Kablan Duncan, avait révélé que sur la période 2011-2019, 2,8 millions d'emplois ont été créés par le gouvernement pour endiguer le chômage des jeunes. Entre 2016 et 2018, ce sont 222 000 jeunes qui ont pu être insérés dans la vie active, avait-il laissé entendre.

En décembre 2020, la Côte d'Ivoire était le neuvième pays avec le taux de chômage le plus bas en Afrique. Selon Trading Economics, elle est passée de 7,3% de taux de chômage en 2011 à 3,5% en 2020, soit une baisse de 3,8%.

J.M.L.

DETTE PUBLIQUE

Le Cameroun rembourse plus de 172 milliards FCFA d'intérêts

La Caisse autonome d'amortissement a indiqué, en mai, que le montant de la dette globale du Cameroun au 30 avril 2021 était de 19,4 milliards de dollars.

Selon la Caisse autonome d'amortissement (CAA), le gestionnaire de la dette publique au Cameroun, le pays a déboursé une enveloppe totale de 835,9 milliards FCFA (1,4 milliard de dollars) pour rembourser ses dettes intérieure et extérieure au cours de la période de neuf mois allant de janvier à septembre 2021. La même source souligne que sur cette enveloppe, 20,6% représentent les intérêts et autres commissions.

Calculée en main, Investir au Cameroun renseigne que ces intérêts et commissions payés correspondent à une enveloppe totale de 172,2 milliards FCFA. Cette somme représente à peu près le financement nécessaire pour la construction d'un barrage hydroélectrique de 75 MW comme celui de Bini à Warak, dont les travaux sont blo-

qués depuis bientôt deux ans dans la partie septentrionale du pays, en raison des difficultés à décaisser un crédit obtenu auprès d'une banque chinoise.

D'ailleurs, l'addition des intérêts payés par l'administration centrale sur la dette publique camerounaise aurait été plus salée, si le pays avait respecté les objectifs de remboursements prévus dans la loi de finances rectificative de l'année 2021. En effet, souligne la CAA, « à fin septembre 2021, le service cumulé de la dette publique susmentionnée présente un taux d'exécution de 67,4% par rapport aux 1240 milliards FCFA prévus dans la loi de finances rectificative tenant compte de l'Initiative de suspension du service de la dette ». Pour rappel, cette initiative du G20 (groupe des vingt

pays les plus industrialisés du monde), indique la CAA, a permis au Cameroun de bénéficier, au cours de la période sous revue, de la suspension du remboursement d'une dette globale de 115,3 milliards FCFA. Au cours de la même période, apprend-on, le Cameroun a également accumulé 299 milliards FCFA de « restes à payer » (somme des engagements souscrits, mais n'ayant pas été soldés), dont la liquidation aurait pu alourdir l'enveloppe des intérêts et autres commissions sur la dette publique.

En termes de composition, selon la CAA, le service cumulé de la dette publique et les intérêts et commissions induits ont été réglés à hauteur de 82,9% en faveur des créanciers extérieurs, contre seulement 17,1% au profit des créanciers intérieurs.

J.M.L.

COP 26

À mi-parcours, l'écart Nord-Sud toujours béant

A mi-parcours de la COP26, les pays en développement ont fustigé, le 8 novembre, les engagements selon eux insuffisants des nations les plus riches, accusées de sacrifier les vies de milliards d'habitants de la planète en première ligne du réchauffement climatique.

Au cours de la session plénière faisant le bilan de la première semaine de négociations, les groupes représentant les pays en développement et émergents n'ont pas mâché leurs mots, malgré les nouvelles promesses, en particulier de financement, engrangées ces derniers jours.

«Le groupe des pays les moins avancés est préoccupé par le fait que les actions de certains pays ne sont pas en ligne avec les déclarations, il y a une déconnexion entre les déclarations publiques et ce qui se passe dans les négociations», a dénoncé son président, Sonam Phuntsho Wangdi.

Il s'est notamment inquiété de la façon dont l'objectif de limitation du réchauffement à +1,5°C par rapport à l'ère pré-industrielle - l'objectif le plus ambitieux de l'Accord de Paris devenu de facto le plafond à ne pas dépasser pour éviter les pires impacts - serait reflété dans la décision finale de cette COP26.

«Tout compromis» sur ce point «voudrait dire négocier avec la vie de milliards de personnes dans les pays les plus vulnérables comme les nôtres», a-t-il insisté.

Avant cette COP, les engagements de réduction des émissions de CO₂ des Etats pour 2030 menaient vers un réchauffement «catastrophique» de 2,7°C, au mieux 2,2°C en ajoutant les objectifs de neutralité carbone pour le milieu du siècle, selon le rapport de référence de l'ONU-Environnement.

Des progrès dans certains domaines

La première semaine a vu des annonces significatives, du renforcement des objectifs de réduction des émissions de l'Inde, du Brésil ou de l'Argentine, à l'engagement d'une centaine de pays à réduire les émissions de méthane en passant par des promesses de sortie du charbon.

L'ONU-Environnement n'a pas encore mis à jour ses prévisions de hausse de la tem-



pérature, mais selon diverses analyses préliminaires d'autres experts, si toutes les nouvelles promesses étaient effectivement remplies, on pourrait limiter le réchauffement un peu au dessous de +2°C.

Mais, alors que chaque dixième de degré supplémentaire entraîne son lot de nouvelles catastrophes, le plafond de +1,5°C serait toujours dépassé. Et la requête des nations les plus vulnérables de soumettre chaque année des engagements plus ambitieux devrait rester lettre morte, selon les observateurs.

«Il y a deux vérités ici», note Helen Mountford, du centre de réflexion World Resources Institute. «Nous avons fait beaucoup de progrès dans certains domaines, que nous n'aurions jamais imaginés il y a deux ans, mais, en même temps, ce n'est pas assez», précise-t-il.

La plupart des pays ont manqué d'ambition pour mettre en œuvre l'Accord de Paris sur le climat, a regretté à Glasgow Barack Obama, qui était président des Etats-Unis à l'époque de la COP21 de Paris en 2015, appelant à

«faire plus» et louant la «colère» de la jeunesse sur la crise climatique.

Faire plus en termes d'ambition, mais aussi sur la question explosive du financement, insistent les pays en développement, estimant que leurs préoccupations ne sont pas prises en compte.

«Il y a une mauvaise foi des pays développés qui demandent toujours aux pays vulnérables de faire davantage», mais sans avoir mis les fameux «cent milliards» promis sur la table, insiste dans un entretien avec l'AFP Ahmadou Sebory Touré, qui préside le Groupe 77+Chine rassemblant 134 pays en développement ou émergents.

En 2009, les pays développés avaient promis de porter à cent milliards de dollars par an leur aide aux pays en développement pour réduire leurs émissions et s'adapter aux impacts. Mais il manquait encore plus de vingt milliards en 2019 et le Nord espère désormais y parvenir en 2023.

AFP

Des discussions insuffisantes sur les systèmes alimentaires

Des thèmes tels que la finance, le genre, les jeunes et l'autonomisation dominent la 26e Conférence des parties des Nations unies sur le changement climatique, ou COP 26, de Glasgow en Ecosse, sans une discussion en deux semaines sur les systèmes alimentaires.

Alors que les dirigeants mondiaux et la société civile se retrouvent à Glasgow pour négocier le sort de la planète, laisser le sujet des systèmes alimentaires en dehors des négociations sur le climat met les deux programmes en danger, selon Ruth Richardson, présidente de la Global Alliance for the future of the food system. Elle déplore l'absence des systèmes alimentaires des conversations sur le climat. «S'il y a eu des progrès dans l'introduction de l'agriculture, ce n'est certainement pas des systèmes alimentaires dans leur intégralité», a-t-elle déclaré. «Abattre la forêt tropicale pour la production animale, c'est aussi transporter du bœuf à travers le pays et de longues chaînes d'approvisionnement [...] sont le premier contributeur aux émissions de gaz à effet de serre», a-t-elle ajouté. Bien que la COP comprenne une journée axée sur la nature, «ce n'est pas la même chose que l'alimentation et les systèmes alimentaires», selon elle. Elle insiste sur la nécessité

de relier tous ces programmes : le climat, la nature, l'alimentation, soulignant «un lien intime entre eux que nous ne pouvons pas vraiment les séparer».

Le système alimentaire et les émissions de GES

Le système alimentaire représente jusqu'à 37% des émissions de GES. Ce qui rend impossible la réalisation des objectifs mondiaux si l'agriculture n'est pas incluse dans les conversations sur la décarbonisation. Les recherches de l'Alliance mondiale pour l'avenir de l'alimentation observent que peu de pays incluent les systèmes alimentaires dans les considérations de leurs contributions au niveau national. Les plans de certains petits pays, à l'instar de la Colombie et du Kenya, ont la particularité de mettre l'accent sur l'agroécologie, ou le principe d'équilibrer l'agriculture durable avec la nature. Selon le Fonds mondial pour la nature, 20 % des réductions d'émissions nécessaires d'ici à 2030 pourraient être réalisées par l'action clima-

tique dans le système alimentaire. De nombreux pays mentionnent les impacts climatiques de l'agriculture, mais «très peu présentent des plans concrets et des objectifs spécifiques», a déclaré le WWF.

«Les dirigeants mondiaux réunis à Glasgow doivent considérer à quel point l'agriculture est vitale pour les moyens de subsistance des hommes dans le monde. Le changement climatique, y compris l'augmentation des températures et la variation des régimes de précipitations, affecte le succès des agriculteurs, ce qui, à son tour, a un impact sur les moyens de subsistance et les opportunités économiques à travers la planète. Mais de nombreux pays plus riches sont déconnectés de cette réalité», a déclaré Enock Chikava, directeur du développement agricole à la Fondation Bill & Melinda Gates. Il a appelé «à faire passer ce message sur l'urgence d'agir aujourd'hui». En Afrique subsaharienne, 50% des emplois proviennent de l'agri-

culture et cette dernière produit 30% du PIB.

Le changement climatique affecte l'agriculture

Ruth Richardson s'attend à ce que les pays à faible revenu exigent que le monde développé fasse sa part dans la réduction des émissions, y compris celles produites par le système alimentaire. L'Union africaine s'est fait plus entendre, en raison de la proportion de personnes qui dépendent de l'agriculture dans le continent. Par exemple, ce chiffre atteint 92% au Burundi et environ les trois quarts de la population au Niger. «Nous voulons qu'ils [les pays développés] comprennent profondément [que] l'agriculture, pour la plupart des gens, est vraiment un mode de vie. Le débat, l'alarme dans la plupart de ces forums mondiaux, devrait être que le changement climatique affecte l'agriculture», a déclaré Enock Chikava.

L'influence croissante du changement climatique sur l'agriculture contribue aux niveaux de faim

dans le monde, en augmentation année après année. Les projections montrent que le monde n'est pas sur la bonne voie pour atteindre l'objectif de développement durable 2- éliminer la faim d'ici à 2030-, alors que les agriculteurs du monde entier sont confrontés à des sécheresses et des ravageurs qui perturbent les récoltes et l'accès à des régimes alimentaires nutritifs et abordables. Saleemul Huq, directeur du Centre international pour le changement climatique et le développement, n'a pas «de grands espoirs quant à l'issue des négociations officielles à la COP 26. L'action réelle ne viendra pas des dirigeants mondiaux, mais de ceux de la société civile qui se sont réunis à Glasgow pour former des liens et des partenariats». Pour poursuivre sur la lancée du Food systems summit de septembre, il appelle les organisations de la société civile qui ont aidé à diriger des pistes d'action à co-organiser un événement cette semaine.

Noël Ndong

ELECTIONS EN LIBYE

Une conférence internationale s'ouvre à Paris

Le président français, Emmanuel Macron, réunit une conférence internationale sur la Libye vendredi à Paris pour donner une ultime impulsion aux élections du 24 décembre, qui restent très incertaines sur fond de regain de tensions entre camps rivaux.

«Les élections sont à portée de main. Un mouvement fort est à l'œuvre en Libye pour qu'elles se tiennent. Il y va de la stabilité du pays», a relevé l'Élysée en présentant les enjeux de la conférence. «Mais des spoilers sont en embuscade, ils essaient de faire dérailler le processus», a souligné la présidence française. Il faut donc rendre le processus électoral incontestable et irréversible et faire en sorte que le résultat des élections soit ensuite respecté, a-t-elle insisté, en vue de la présidentielle du 24 décembre et des législatives désormais programmées un

mois plus tard. Ces élections, aboutissement d'un processus politique laborieux parrainé par l'Organisation des Nations unies, sont censées tourner la page d'une décennie de chaos depuis la chute du régime de Mouammar Kadhafi en 2011 et mettre fin aux divisions et aux luttes fratricides entre deux camps rivaux, l'un dans l'ouest du pays et l'autre dans l'est. Mais les tensions politiques ont repris de l'ampleur à l'approche du scrutin, chaque camp soupçonnant l'autre de vouloir tirer la couverture à soi, ce qui rend la tenue des élections incertaine, dans un contexte

sécuritaire toujours fragile. La conférence coprésidée par Paris, Berlin, Rome et les Nations unies sera axée sur l'adoption des résolutions pour acter le processus électoral.

l'ouest et dont les relations sont tendues avec Paris, n'a pas été précisé. Celui de la Libye n'était pas non plus connu. Le Premier ministre, Abdelhamid Dbeibah, en conflit avec le président du Conseil prési-

président algérien (Abdelmadjid) Tebboune», a relevé la présidence française, en soulignant au passage qu'Emmanuel Macron «regrette les polémiques et les malentendus» suscités par ses propos sur la nation algérienne.

L'exécutif français, qui souhaite voir endossé lors de la conférence «le plan libyen de départ des forces et mercenaires étrangers», concède toutefois qu'en la matière la partie reste difficile.

Plusieurs milliers de mercenaires russes, turcs ou syriens pro-turcs, tchadiens et soudanais seraient encore présents en Libye. Mais la Turquie se montre peu pressée d'engager un retrait de ses forces et le Kremlin dément tout envoi de militaires ou mercenaires en Libye. La présence des États-Unis à la réunion ajoutera de ce point de vue à «la pression diplomatique sur les factions libyennes qui cherchent à retarder les élections mais aussi pour appeler les forces étrangères à partir», estime Anas El Gomati, directeur de l'institut d'études libyen Sadeq.

Julia Ndeko

«Les élections sont à portée de main. Un mouvement fort est à l'œuvre en Libye pour qu'elles se tiennent. Il y va de la stabilité du pays»

Des responsables de la plupart des pays impliqués dans la crise libyenne ou dans son règlement, dont le président congolais, Denis Sassou N'Guesso; la vice-présidente américaine, Kamala Harris; et le président égyptien, Abdel Fattah al-Sissi, seront présents. La Russie qui soutient, comme l'Égypte et les Emirats arabes unis, l'homme fort de l'est libyen, le maréchal Khalifa Haftar sera représentée par son ministre des Affaires étrangères, Sergueï Lavrov. Le niveau de représentation de la Turquie, qui s'est rangée du côté du camp de Tripoli à

dentiel, n'a pas confirmé pour l'heure sa venue. Ce dernier, Mohamed al-Menfi, est en revanche attendu à Paris.

La Tunisie, le Niger et le Tchad, trois pays voisins qui subissent tous le contrecoup de la crise libyenne - avec notamment des trafics d'armes et de mercenaires -, seront aussi présents. L'Algérie, en pleine crise diplomatique avec Paris sur la mémoire de la colonisation, n'a en revanche pas confirmé sa participation. «L'Algérie est un acteur majeur dans la région. Le président de la République souhaite la participation du

CONGO

Gros plan sur les métiers de l'exploitation forestière

Le forum organisé par l'Agence congolaise pour l'emploi (l'ACPE) se poursuit à Issy-les-Moulineaux, ce 10 novembre, avec un zoom sur les métiers de l'économie forestière.



Rosalie Matondo / Crédit photo : Fredy Mizelzt by Flam

Après sa participation aux travaux de la 26^e Conférence internationale sur le climat COP 26, à Glasgow, en Écosse, Rosalie Matondo a été reçue au Palais des congrès d'Issy-les-Moulineaux par son homologue Hugues Ngouélondélé, ministre de la Jeunesse, des Sports, de l'Éducation civique, de la Formation qualifiante, en vue d'une présentation des métiers du secteur de l'économie forestière.

De la part de la ministre de l'Économie forestière et du développement durable, il s'agit de déceler et susciter l'envie auprès des Congolais de l'étranger ayant des compétences dans les métiers de l'économie forestière, secteur nécessitant une «congolisation» des postes actuellement occupés, pour la plupart, par des étrangers. La décision d'aller travailler dans ce secteur exige d'accepter de s'installer dans l'arrière-pays, plus précisément aux deux extrémités, au Nord et au Sud.

Dans sa présentation, elle a rappelé que le secteur forestier est le deuxième employeur du Congo après la Fonction publique, véritable synergie entre les différents exploitants forestiers dans le développement durable, pourvoyeurs d'offres, et les chercheurs d'emploi à l'affût d'opportunités intéressantes.

A titre d'exemple, des emplois sont proposés dans les dix-sept aires protégées, qui couvrent une superficie de 3 889 370 hectares, soit 11,37% du territoire national. À côté de cette approche de conservation fondée sur la création des aires protégées, il existe des postes à pourvoir dans la conservation de la biodiversité étendue aux forêts de production, notamment à travers les séries de conservation et de protection définies dans les plans d'aménagement des concessions forestières. «Nous avons besoin de vous, c'est ensemble que nous bâtirons le Congo», a exhorté la ministre.

Marie Alfred Ngoma

FORUM DE PARIS SUR LA PAIX

Une trentaine de chefs d'État et de gouvernement attendue

Des chefs d'État et de gouvernement du monde entier seront présents, les 11 et 12 novembre, dans la capitale française à l'occasion du rendez-vous annuel sur la paix.

«Au total, 450 participants sont attendus sur le site dont une trentaine de chefs d'État et de gouvernement et environ 15 000 personnes en ligne», avec comme thème central la réduction des fractures mondiales, indique la présidence française.

Outre Kamala Harris, plusieurs chefs d'État africains (Congo, Côte d'Ivoire, Nigeria, Sénégal, Liberia, Botswana...), le président congolais Denis Sassou N'Guesso, le président égyptien Abdel Fattah al-Sissi ainsi que les Premiers ministres de Serbie et du Kosovo sont notamment annoncés en présentiel. Certains d'entre eux assisteront aussi à la Conférence internationale sur la Libye, le 12 novembre à Paris.

Ce forum, lancé à l'initiative du président français en 2018, vise à instaurer à Paris un rendez-vous annuel des acteurs

mondiaux, à l'image de ce qui se fait à Davos en matière économique ou à Munich sur les enjeux de sécurité. «Il a été voulu par Emmanuel Macron pour créer un événement récurrent, international, multi-acteurs (États, société civile, ONG, entreprises...) afin de répondre aux grands défis actuels pour la paix dans toutes ses acceptions», explique l'Élysée.

Cette quatrième édition vise à encourager une reprise (post-Covid) plus solide en proposant des initiatives pour mieux gérer les biens communs mondiaux.

Emmanuel Macron et Kamala Harris ouvriront officiellement le forum ce jeudi à 17 heures, à la Grande Halle de La Villette, au côté du président nigérian, Muhammadu Buhari, et de la Première ministre du Bangladesh, Sheikh Hasina.

Ils assisteront ensuite à un panel sur la régulation internationale du numérique, qui fera un point d'avancement sur les différentes initiatives lancées en la matière, notamment par la France. Le Partenariat mondial pour l'intelligence artificielle, initié lors du sommet du G7 de Biarritz en 2019, remettra à cette occasion un rapport «sur l'usage responsable et éthique de l'intelligence artificielle et du numérique». Il proposera notamment une «feuille de route pour l'intelligence artificielle dans la lutte contre le changement climatique et protection de la biodiversité».

Emmanuel Macron présidera ensuite un huis clos sur la protection des mineurs en ligne afin de «susciter l'engagement des États, plateformes du numérique et d'ONG».

J.Nd.



LES BOUQUETS
CANAL+
CANAL 334

EASY TV
CANAL 3

free
CANAL 449

**À PARTIR DU
1^{ER} DÉCEMBRE**



PROGRAMME DU JOUR JEUDI 11 NOVEMBRE 2021

- 06.00 PLAYLIST NON STOP
- 08.00 FACE O MIRROIR
- 08.30 FF TALK SHOW
- 09.30 19.45 REDIFFUSION
- 10.15 REPORTERS CONGO
- 10.30 PLAYLIST NON STOP
- 12.00 ECOLE D'ART CONGO
- 12.30 BUSINESS AFRICA
- 13.00 PLAYLIST NON STOP
- 15.00 C-TECH CONGO
- 15.30 PLAYLIST NON STOP
- 16.00 CANAAN CLUB
- 16.30 PLAYLIST NON STOP
- 17.00 SOLOLA BIEN
- 18.00 TOP CLIPS CONGO
- 19.00 CDIRECT INSIDE
- 19.30 REPORTERS CONGO
- 19.45 L'EDITION 19.45

Une personnalité prestigieuse du monde de la politique décrypte l'actualité des 2 Congo sur le plateau.

- 20.30 NGENBO AU CONGO
- 21.30 PLAYLIST NON STOP
- 22.00 SKETCH CONGOLAIS

NOTRE SELECTION

12.30 BUSINESS AFRICA

Le magazine de l'économie africaine

19.45 L'EDITION 19.45

Les infos du congo vu du congo et vu du monde

LES BOUQUETS
CANAL+
CANAL 334

EASY TV
CANAL 3

free
CANAL 449

FONDATION
GoTÈNE



**CRÉATION DE LA FONDATION
MARCEL GOTÈNE**



Marcel Gotène, l'un des plus grands peintres modernes africains du XX^e siècle prédisait peu avant sa mort en 2013 :

« *Mon œuvre contribuera à mieux faire connaître le Congo sur les cinq continents* »

Artiste du vivant inspiré des légendes de son pays, son art et son histoire continuent d'exercer une immense fascination en dépit du temps qui passe.

Si le peintre du Cosmos nous a quittés en 2013, son œuvre lui survit et nous raconte sans relâche l'histoire du Congo.

La Fondation Marcel Gotène créée et dirigée par sa famille entretiendra sa mémoire et sa notoriété au-delà des frontières et du temps.

Soutenez la fondation, préservez le souvenir de l'artiste et de son œuvre en faisant un don.

Compte bancaire de la fondation Marcel Gotène
Banque Congolaise de l'Habitat (BCH) - RIB : 30015-24201-10120001668-71

84, Bd Denis Sassou Nguesso
dans l'enceinte des Dépêches de Brazzaville

✉ fondationmarcelgotene@gmail.com
🌐 www.fondationgotene.com

ELEVAGE

Les vétérinaires outillés au bon usage des antimicrobiens

Le directeur de cabinet du ministère de l'Agriculture, de l'Élevage et de la Pêche, Pascal Robin Ongoka, a ouvert, le 10 novembre à Brazzaville, un atelier de formation à l'endroit des vétérinaires, des paravétérinaires et des agents de santé visant à échanger sur la problématique liée à la bonne utilisation des antimicrobiens chez les humains, les animaux et les plantes.

Organisée en collaboration avec l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), la formation a pour objectif de contribuer au renforcement des capacités des professionnels de la santé animale et humaine en matière d'identification, de développement et d'application des compétences et connaissances pertinentes concernant leur rôle dans la surveillance et la prévention de la résistance aux antimicrobiens.

Il s'agit également d'améliorer la connaissance de la problématique de la résistance antimicrobienne chez les animaux et l'homme ainsi que son impact sur l'environnement ; promouvoir le bon usage des antimicrobiens chez les animaux, notamment ceux dont les produits sont destinés à la consommation humaine ; améliorer l'encadrement de l'usage des antimicrobiens en ce qui concerne leur détention, conservation et prescription...

Réunissant une trentaine de participants parmi lesquels des



vétérinaires et paravétérinaires des secteurs public et privé, des agents de la santé humaine, de l'environnement, de la pêche et l'aquaculture, la société civile, l'atelier s'articulera autour de plusieurs points et mettra un accent particulier sur l'échange d'expériences des parties prenantes dans la lutte contre la résistance aux antimicrobiens. Selon Pascal Robin Ongoka, directeur de cabinet du ministère de l'Agriculture, de l'Élevage et de la Pêche, l'efficacité des

agents antimicrobiens, outils essentiels à la préservation de la santé humaine et animale, est aujourd'hui en danger. Cette situation, a-t-il dit, a non seulement de graves conséquences pour la santé humaine et animale, mais également un impact négatif sur l'alimentation, l'environnement.

« Il est important de rappeler que les antimicrobiens sont des armes essentielles pour lutter contre les maladies chez l'être humain,

les animaux et les plantes. Ils constituent le socle de la médecine moderne et comprennent les antibiotiques, les antiviraux, les antifongiques et les antiparasitaires. Malheureusement, leur utilisation abusive et parfois inappropriée durant des décennies a conduit à l'apparition des microorganismes résistants », a indiqué Pascal Robin Ongoka.

Pour lui, la tenue de cet atelier permettra d'améliorer l'utilisa-

tion et la distribution des antimicrobiens à usage vétérinaire par les techniciens de santé animale, les importateurs, distributeurs et élèves en vue de la protection de la santé publique. De son côté, Yannick Ariane Rasoarimanana, représentante de la FAO, a fait savoir que la valeur des antimicrobiens est aujourd'hui remise en cause car, bien qu'importants en médecine humaine et animale, ils perdent de plus en plus leur efficacité. « Une utilisation prudente de ces médicaments est essentielle. Le recours aux antimicrobiens, notamment les antibiotiques, doit être justifié et s'avère absolument nécessaire. Les vétérinaires et paravétérinaires doivent privilégier l'amélioration de la biosécurité dans les élevages, la promotion de l'hygiène, des bonnes pratiques d'élevage et l'utilisation des vaccins avant de penser aux armes ultimes que sont les antimicrobiens », a-t-elle estimé.

Gloria Imelda Lossele

PROJET CARIA

La stratégie de mise en place en cours de validation

Les experts des différents départements et de la société civile examinent, du 9 au 11 novembre à Brazzaville, à la faveur d'un atelier, les documents de la mise en place effective du Centre africain de recherche en intelligence artificielle (Caria).

Organisé par le gouvernement congolais et la Commission économique des Nations unies pour l'Afrique, l'atelier constitue pour les participants un cadre d'échange et de réflexion pour les recherches de pointe sur l'intelligence artificielle en se concentrant sur une approche centrée sur l'homme, afin de maximiser les avantages et de relever les défis du développement et de l'utilisation de cette intelligence pour le progrès socio-économique du continent.

Il s'agit également d'entreprendre des recherches sur les implications juridiques, éthiques, économiques et sociétales des technologies de l'intelligence artificielle, ainsi que de développer des outils produits et services fondés sur cette intelligence, afin d'aider le continent africain dans son ensemble à adopter la mise en œuvre de cette technologie émergente dans leurs efforts en vue de répondre aux aspirations de développement.

Intervenant, le ministre des Postes, des Télécommunications et de l'Économie numérique,

Léon Juste Ibombo, a exhorté les experts à produire un document stratégique dont la quintessence égrène le mode de fonctionnement cohérent du Caria, générateur d'emplois et accélérateur de la croissance économique de l'Afrique.

Léon Juste Ibombo a, par la même occasion, fait savoir que l'ambition du gouvernement est de faire du Congo le Hub technologique de l'Afrique. « Le gouvernement va mettre tout en œuvre pour atteindre cet objectif », a-t-il relevé.

Tenant compte de la nécessité qu'impose le perfectionnement des futurs étudiants dans toutes les technologies émergentes, le ministre a souligné que le Caria devrait mettre à la disposition des acteurs au développement des pays africains les meilleurs résultats des recherches et des enseignements de qualité pour une croissance économique via la convergence des technologies.

Intervenant par visioconférence, le directeur de la division technologie, Jean Paul Adam, a précisé que la création du Caria va faire du Congo un pôle technologique

majeur au service des chercheurs de toute l'Afrique et au-delà, en fournissant des laboratoires de l'intelligence artificielle de pointe. Selon lui, les parties prenantes doivent investir dans la création d'une plate-forme d'identité numérique pour tous les Africains, avec des banques de données fiables pour que l'IA soit une option économique viable. Par conséquent, a-t-il dit, il est impératif de tirer parti des talents locaux facilement disponibles pour promouvoir et démocratiser la technologie de l'intelligence artificielle à l'échelle du continent.

La formation, l'engagement, l'équipement des citoyens et des jeunes dans les domaines de l'intelligence artificielle sont d'une importance primordiale pour développer les applications des nouvelles technologies sur le continent.

Signalons qu'en attendant la construction du siège qui abritera le Caria, le gouvernement congolais a prévu un espace qui abrite les bureaux et laboratoires temporaires de l'intelligence artificielle.

Lopelle Mboussa Gassia

INITIATIVE CAFI

20,4 milliards FCFA investis dans la production de bois énergie au Congo

Au total 17 000 hectares de plantations forestières et agroforestières seront aménagées dès 2022 pour les besoins de production de bois énergie, au profit des petits agriculteurs. Le coût du projet est estimé à trente-six millions de dollars, l'équivalent de 20,4 milliards FCFA.

La mise en œuvre du projet de plantations forestières et agroforestières est confiée au Pronar (Programme national d'afforestation et de reboisement). Le projet, d'après le gouvernement, impulsera une économie verte couplée à la sauvegarde de la biodiversité et la lutte contre les changements climatiques au profit des communautés rurales. Il a bénéficié de la mobilisation des financements du Fonds vert pour le climat et de l'Initiative des forêts d'Afrique centrale (Cafi), dont la lettre d'intention avait été signée en septembre 2019 par les présidents congolais et français. Il faut savoir qu'en octobre dernier, une initiative similaire a été officialisée, le Projet d'opérationnalisation du système national de mesure, de notification et de vérification de forêt (Syna-MNV), à travers la signature d'un protocole d'accord y relatif par la ministre de l'Économie forestière, Rosalie Matondo, et la représentante du Fonds des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), Yannick Ariane Rasoarimanana.

Cette initiative vise à permettre à la République du Congo d'accéder aux différents mécanismes de paiement pour services environnementaux. Faisant partie du processus de la Redd+ (Réduction des émissions dues à la déforestation et à la dégradation forestière), le projet Syna-MNV, d'un montant de deux millions de dollars, soit environ 1,3 milliard FCFA, est financé par le Cafi et sera mis en œuvre sur l'ensemble du territoire national durant deux ans par la FAO. Il contribuera à terme au renforcement des capacités nationales, au rapportage d'éventuels Redd+.

Celui-ci facilitera également le partage de données sur les forêts et l'utilisation des terres, la création d'un portail d'accès aux données liées à la gestion forestière, la mise en place d'un système de suivi en temps quasi-réel des changements de couverture forestière, ainsi que du rapportage biannuel sur les progrès du pays dans la lutte contre la déforestation.

Fiacre Kombo

ENTREPRISE LIQUIDÉE

Les droits des ex-travailleurs du CNTF estimés à près de deux milliards FCFA

Le gouvernement et les syndicats des travailleurs se sont accordés, le 9 novembre à Brazzaville, à l'issue des négociations, sur la manière dont les droits des ex-agents du Chantier naval et des transports fluviaux (CNTF) seront payés.

Sur 1,9 milliard FCFA à payer au titre des droits, le gouvernement a rassuré les partenaires sociaux d'avoir déjà disponibilisé 1,4 milliard FCFA. De quoi réjouir le président de la Confédération des syndicats libres et autonomes du Congo (Cosylac), René Serge Blanchard Oba. « Depuis quelques mois, le gouvernement a repris ce dossier avec le comité de privatisation... Nous avons calculé les droits de tous les travailleurs, nous nous sommes accordés sur la manière de les payer et nous avons

également conclu sur la durée des échéances », a-t-il annoncé. Selon lui, l'Etat a pris l'engagement de pouvoir compléter les 500 millions FCFA qui manquent. Cet engagement est consigné, a déclaré René Serge Blanchard Oba, dans le protocole d'accord d'autant plus qu'il revient à l'employeur de payer les droits. Ainsi, les deux parties ont décidé de sécuriser le montant disponible en le plaçant dans un compte séquestre. « Le secrétariat permanent va mettre d'abord en ordre tout ce que nous avons décidé avant la

signature du protocole d'accord et le premier paiement. Au moment de la signature dudit protocole, nous paierons les droits parce que nous avons décidé de mettre les travailleurs dans un compte pour qu'il n'y ait plus de problème. L'argent est déjà dans un compte séquestre », a fait savoir le président de la Cosylac.

Le ministre d'Etat, chargé de la Fonction publique, du Travail et de la Sécurité sociale, Firmin Ayessa, qui a conduit ces négociations, a, de son côté, rassuré que

le paiement se fera sous peu.

Ouvertes le 17 août dernier, ces négociations s'inscrivaient dans le cadre de la note de service n°0026 du 29 juillet 2021, du Premier ministre. L'objectif était de parvenir à l'apurement des droits des ex-travailleurs de cette entreprise du portefeuille public. Dans cette note, il était également demandé avant tout paiement de recalculer les droits des ex-agents, de définir avec exactitude le montant à allouer à chacun d'eux et, enfin, d'examiner tout sujet subséquent.

Parfait Wilfried Douniama

VISITEZ LE MUSÉE GALERIE DU BASSIN DU CONGO

de LUNDI à VENDREDI (9h-17h) et SAMEDI (9h-13h)

Expositions et projections

SCULPTURES PEINTURES CÉRAMIQUES MUSIQUE

L'art dans sa Généralité, de la Tradition à la Modernité

Site au 84 Boulevard Denis Sissou Nguesso immeuble les manguiers (Mpa) dans l'enceinte des Dépêches de Brazzaville

EDUCATION

Les jeunes exhortés à concilier la science et la protection de l'environnement

La table ronde, organisée le 10 novembre à Brazzaville par le ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique et de l'innovation technologique, vise à donner aux lycéens les rudiments scientifiques pour contribuer à la lutte contre les changements climatiques.

La table ronde entre les cadres du ministère de la Recherche scientifique et de l'Innovation technologique, les experts des programmes scientifiques de l'Unesco et les lycéens s'inscrit dans le cadre de la célébration de la Journée internationale de la science au service de la paix et de l'environnement. « *Il est question de faire comprendre à la jeunesse l'intérêt de la science face aux défis liés aux changements climatiques car la planète sera demain entre leurs mains* », a expliqué Jean Omer Abolo, directeur de cabinet de la ministre en charge de la recherche scientifique, ouvrant les travaux de ladite table ronde.

« Bâtir des communautés prêtes pour le changement climatique » est le thème retenu pour la célébration de la Journée internationale de la science au service de la paix et de l'environnement. Les échanges lors de la table ronde vont s'articuler autour d'un appui sur des thématiques comme le programme hydrologique intergouvernemental, le programme international de géoscience, le programme des systèmes de savoirs locaux et autochtones... En rappel, la commémoration de la Journée internationale de la science au service de la paix et de l'environnement, instituée lors de la conférence générale de l'Unesco en 1999, a pour objectif de rapprocher la science de la société en mettant en évidence de possibles solutions apportées par la science, la technologie et l'innovation à certains des grands défis auxquels notre société est confrontée.

Rominique Makaya



Les élèves et les experts participant à la table ronde. DR

DROITS HUMAINS

Le Cudhoc sensibilise les Brazzavillois contre les détentions arbitraires

Le Cercle uni des droits de l'homme et de la culture de paix (Cudhoc), en collaboration avec l'ONG française Agir ensemble pour les droits humains, a poursuivi, le 10 novembre à Brazzaville, la campagne de sensibilisation contre la torture, les arrestations et les détentions arbitraires.

L'initiative des activistes des deux organisations consiste à faire le porte-à-porte et aller à la rencontre des gens dans les rues pour les informer et sensibiliser sur les notions de lois, les possibilités de se prendre en charge, la dénonciation des exactions et renforcer la collaboration avec les organismes des droits de l'homme.

« Pour réagir, il faut connaître les principes. Les victimes de la torture, des arrestations et des détentions arbitraires sont la population. Nous les sensibilisons à prendre connaissance des lois pour ne plus être victimes des exactions. Les difficultés rencontrées, c'est la réticence dans la dénonciation des exactions et le renforcement de la collaboration avec les organisations des droits de l'homme », a expliqué Gaspard Mienantima, président du Cudhoc. Il a, par ailleurs, relevé que les formes de torture sont déguisées au niveau des postes de



Les activistes décidés pour une continuation de la campagne Adiac

police. « En réalité, les policiers ne tapent plus mais les anciens détenus frappent, au vu et au su des policiers, les nouveaux détenus dans les geôles », a-t-il indiqué.

Le projet mené par le Cudhoc et l'ONG française Agir ensemble pour les droits humains prévoit aussi la sensibilisation des policiers et de certains acteurs des pouvoirs

publics. La campagne a commencé depuis janvier 2021 et se poursuivra jusqu'au mois de juin 2022. Pour atteindre plus la population, cette sensibilisation concernera tous

les arrondissements de la ville capitale.

Le partenaire du projet, l'ONG française Agir ensemble pour les droits humains, finance les actions des organisations locales. « Nous avons financé sept organisations à hauteur de sept mille euros », a indiqué Chloé Fabre, chargé de projet terrain à Agir ensemble pour les droits humains, une ONG fondée en 1989 dont le siège est à Lyon, en France. Elle dispose du statut d'observateur auprès de la Commission africaine des droits de l'homme et des peuples depuis 1993 et du statut consultatif auprès de l'ONU depuis 1998.

Signalons que depuis février 2018, le Cudhoc et l'Observatoire congolais des droits de l'homme travaillaient pour la mise en place d'une plateforme de la société civile, expérimentée sur les thématiques d'assainissement, de violations des droits civils, politiques et autres.

Fortuné Ibara



Toute l'actualité
Du Bassin du Congo
EN VIDÉO

www.adiac.tv

+336 11 40 40 56

info@adiac.tv

84, boulevard Denis-Sassou-N'Gessou
Brazzaville - République du Congo



LES DÉPÊCHES
DE BRAZZAVILLE

LE COURRIER
DE KINSHASA

DISTINCTION

Sardoine Mia remporte le prix Prince Claus

La jeune plasticienne congolaise de 23 ans a été désignée prix Prince Claus 2021 pour son travail artistique et culturel de qualité ayant un impact important sur la société.

En 25 ans d'expérience, de soutien et d'honneur de la fondation Prince Claus au profit des artistes et autres acteurs dans les domaines de la culture et du développement, Sardoine Mia est la plus jeune lauréate. « Je suis heureuse d'être la plus jeune artiste à recevoir le prix Prince Claus. Je ne m'y attendais pas du tout parce que les nominations se font sans recommandation et le jury juge uniquement le travail de l'artiste, qu'il soit connu ou non », a fait savoir l'artiste plasticienne congolaise.

Le labeur de la plasticienne congolaise s'inspire beaucoup de la littérature ancienne et contemporaine, tout en mettant en relief son propre vécu et aussi des faits de société qui la fascinent et attirent fortement son attention ainsi que sa curiosité. Autour des thèmes comme l'écologie, la société ainsi que la conscience individuelle et collective, le travail de Sardoine fait entre autres écho à des sujets profonds comme le deuil, l'amertume, les meurtrissures, l'égalité des sexes, la solitude, les conflits armés, la révolte devant l'injustice, le refus de la lâcheté et de la soumission, etc.

Créative, variée et autodidacte depuis 2017, Sardoine navigue



L'artiste plasticienne congolaise Sardoine Mia, prix Prince Claus 2021/DR

souvent entre froideur et agressivité pour décrire l'ambiguïté des relations et des faits qui déchirent la société.

Pour transcrire cette façon de voir les choses, l'artiste congolaise peint le plus souvent à l'aide des teintes sobres grâce

à la technique d'acrylique sur du papier ou des bâches en plastique. Ses récentes expositions « Elle se branche où la

prise de conscience ? » et « La langue des oiseaux » en sont une parfaite illustration.

A ce jour, Sardoine Mia est l'une des artistes plasticiennes engagées qui font la fierté du Congo, tant à travers ses différentes créations et participations à des activités culturelles qu'à travers la création du festival « To sangana » qui promeut le vivre ensemble et la protection de l'environnement. Ses thèmes poignants et son travail recherché sont de véritables moteurs d'éducation, de sensibilisation aux vices qui minent la société et de contribution au développement à travers la prise de conscience.

En tant que lauréate du prix Prince Claus 2021, l'artiste de 23 ans bénéficiera de 5000 euros en espèces, soit environ 3 276 000 FCFA, et un accompagnement de la fondation royale néerlandaise sur les trois années à venir pour booster sa carrière professionnelle. Au vu des conditions sanitaires, la fondation fera parvenir à l'artiste le prix à distance.

Notons que sur le plan national Sardoine Mia succède à la plasticienne et écrivaine congolaise Bill Kouélany qui avait été récipiendaire du prix en 2019.

Merveille Atipo

« Je suis heureuse d'être la plus jeune artiste à recevoir le prix Prince Claus. Je ne m'y attendais pas du tout parce que les nominations se font sans recommandation et le jury juge uniquement le travail de l'artiste, qu'il soit connu ou non »

ARTS MARTIAUX

Les pratiquants échangent leurs expériences sur le tatami

Les sportifs de plusieurs styles d'arts martiaux évoluant à Brazzaville ont échangé, du 5 au 7 novembre, sur les techniques de combat, particulièrement sur l'imprégnation puis la mise en œuvre du système duo.

Initiées par le Collectif des maîtres rassembleurs du Congo (CMRC), les retrouvailles ont regroupé près de cinquante maîtres et élèves pratiquant les sports de contact. Selon l'un des participants, Me Ted Mavougou, ceinture noire 2^e dan de jujitsu, le but de ce stage consistait à préparer les athlètes à la compétition du duo système prévue pour le 5 décembre de l'année en cours.

« La vision est de relever le niveau compétitif des jujitsukas congolais. Et la présence des autres styles marque le lancement d'une plateforme que j'ai mise en place réunissant les maîtres de différents styles une fois dans la semaine pour un partage », a-t-il signifié.



Ce stage est, en effet, la première activité menée par ce collectif qui vise l'unification des maîtres pratiquant les arts martiaux, notamment le tang il moodo, le judo, la

lutte olympique, la boxe anglaise et le jujitsu. Les participants sont venus des différents arrondissements de Brazzaville, particulièrement les adeptes de Club

tang-il-moodo de brazzaville, de judo club double force (la Poudrière), de club mokondzi de lutte(Ouenzé), de karaté club kc budo (Moungali), du boxing club le médaillon

Les participants au stage/Adiac (Mfilou), de jujitsu club tokyo weihé de Mpila, de jujitsu club le monastair (Nkombo) et de jujitsu club Eben ezer (Moungali).

Rude Ngoma

NÉCROLOGIE

La famille Mabonzo, Prosper Mabonzo, agent des Dépêches de Brazzaville, Mme Bouyika née Bitsindou Odile, Juge Nkounkou, Valentin Nkounkou, Pothard Mabonzo, Fabrice Mabonzo, Marelle Mabonzo, Vivien Mabonzo, Bitsindou Teka Saint-Eudes, Bitsindou Jean Romain, Bitsindou Lézin Symphorien, Bitsindou Valdie Flore et Bitsindou Elda Ninelle (tous en Europe) informent les parents, amis et connaissances du décès de leur père, oncle et grand-père, Antoine Mabonzo, survenu le 30 octobre 2021 à Brazzaville. La veillée mortuaire se tient au n°1 de la rue Antonetti à Bacongo (au croisement des 5 chemins). L'inhumation a lieu vendredi 12 novembre au cimetière Samba Alphonse.



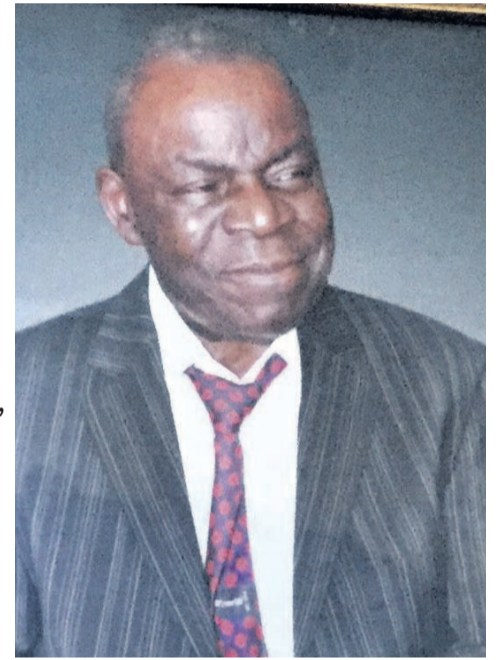
Les Familles Ngarila et Yamba ont la profonde douleur d'annoncer aux parents, amis et connaissances le décès de leur fille, belle-fille, mère et sœur, Divine Céleste Matondo, survenu le 1er novembre au CHU de Brazzaville des suites de maladie. La veillée mortuaire se tient au n°37 de la rue Zonzo à Mouhouni, sur l'avenue de l'Étage. La date de l'inhumation sera communiquée ultérieurement.

AVIS DE VENTE

- Un domaine de 3000 m2 sur l'avenue illuminée, construit en matériaux durable avec 6 bâtiments.
- Une grande villa de 4 ch, 3 SDB, 3 WC, 3 salon, 1 salle à manger, 2 salles de réception, 1 cuisine, 1 bureau et 1 terrasse.
- Une villa R+1 : 1 saon, 1 salle à manger, 1 cuisine, 1 CH (sous sol), 1 gde chambre à l'étage avec balcon et rangements, 1 petite véranda à l'entrée.
- 1 bâtiment de 3 appartements R+1 avec 1 CH chacun à l'étage, RD chaus-sée, salon/salle à manger, coin douche/WC, coin cuisine à l'entrée.
- un bâtiment de 5 appartements, plain pied : 1CH/salon reserve.
- deux bâtiments R+1 ; 8 appartements (4x2) inachevés.
- un supprimeur, une bache à eau de plus 25 m3.
- des arbres fruitiers.

CONTACTS : 06 868 64 21 / 05 340 98 51 / 06 809 59 12

Brice Bakouma, agent des Dépêches de Brazzaville et famille ont la profonde douleur d'annoncer aux parents, amis et connaissances le décès de leur père, oncle et grand-père David Bakouma, survenu le 1er novembre à Brazzaville. La veillée mortuaire se tient à son domicile, sis n°550, rue Nkô, au Plateau des 15 ans, à côté de l'église Mayangui. L'inhumation a lieu le vendredi 12 novembre au village Mandoundou à Louingui (Boko).



**LIBRAIRIE
LES MANGUIERS**

Un Espace de Vente:

Une sélection unique de la LITTÉRATURE CLASSIQUE (africaine, française et italienne)

Des : Essais, Bandes dessinées, Philosophie, etc.



Un Espace culturel Pour vos **Manifestations :**
Présentation d'ouvrages, Conférence-débat, Dédicace
Emission Télévisée, Ateliers de lecture et d'écriture.

Les Dépêches de Brazzaville 84 Boulevard Denis Sassous N'Gusso
Immeuble les manguiers (Mpila) Brazzaville République du Congo

Ouvert
DU LUNDI AU VENDREDI 9 h - 17 h
SAMEDI 9 h - 13 h



SÉCURITÉ MARITIME

La 4^e édition de l'exercice Grand African Nemo s'est achevée

L'exercice militaire Grand Africain Nemo, débuté le 27 octobre à Pointe-Noire, ainsi que la troisième édition du Symposium des chefs d'état-major des marines des pays riverains du golfe de Guinée, ouverte le 8 novembre, ont pris fin le 9 novembre.

Le succès de l'exercice Grand African Nemo de cette année, a dit le vice-amiral d'Escadre Olivier Lebas, commandant en chef de la zone maritime, se fonde sur quatre points à savoir le nombre des pays participants, vingt-neuf au total, dont dix-neuf de la région du golfe de Guinée et dix pays partenaires européens; le nombre d'éléments ayant participé à cet exercice, plus de cinquante éléments navals ou aéronautiques et vingt-cinq experts coopérants ou conseillers, répartis à travers tous les centres de commandements à terre ou en mer, en vue d'animer cet exercice; la dimension géographique; la diversité, la richesse et le nombre d'exercices qui ont été tous conçus pour répondre aux défis de la sécurité maritime dans la région du golfe de Guinée.

« Il y a vraiment un autre succès qu'il faut mettre en lumière, c'est celui de l'architecture de Yaoundé, notamment grâce à l'emploi pour la première fois à cette échelle de l'outil de partage de l'in-



Des participants à la clôture des travaux/Adiac

formation maritime, Yaris... Cet outil a parfaitement fonctionné et répond très bien aux ambitions qu'on a pu mettre dans sa conception. Cet exercice illustre la volonté de coopérer ensemble, d'agir en partenariat avec tous les pays de la région et aussi des pays partenaires, en vue de mieux répondre aux défis de la sécurité mari-

time dans le golfe de Guinée », a signifié le vice-amiral d'Escadre Olivier Lebas.

Quant à la troisième édition du symposium des chefs d'état-major des marines des pays riverains du golfe de Guinée, les participants ont formulé quelques recommandations, notamment rendre effective la conférence maritime en tant que l'un des piliers de la stra-

tégie de sécurisation maritime dans les communautés économiques régionales en intégrant les segments des chefs d'état-major des marines et de gardes-côtes. Ils ont encouragé le Centre interrégional de coordination à organiser des rencontres des chefs d'état-major des marines et commandants de gardes côtes pour créer une synergie de solution des pro-

blématiques communes aux deux communautés; l'initiative de la marine nigérienne pour la réalisation du symposium des chefs d'état-major des marines d'Afrique; les états-majors des marines à poursuivre le déploiement du système Yaris, comme plate-forme de partage d'informations.

Ils ont, en outre, félicité les chefs d'état-major des marines de la zone A pour l'option prise pour concrétiser l'opérationnalisation de ladite zone dans un agenda convenu d'accord parti. Ils ont aussi exprimé leurs vifs remerciements au président de la République du Congo et au peuple congolais pour l'accueil fraternel et l'hospitalité qui leur ont été réservés pendant leur séjour de travail.

Rappelons que les chefs d'état-major des marines du Congo et de la France, les représentants des marines des pays riverains du golfe de Guinée, ceux des pays partenaires et des autorités civiles et militaires locales ont pris part à cet événement.

Séverin Ibara

UNION PANAFRICAINNE DE LA JEUNESSE

Rachetée Rachel Kombela candidate du Congo à la présidence de l'organisation

La candidate du Congo à la présidence de l'Union panafricaine de la jeunesse (UPJ) a animé, le 9 novembre à Brazzaville, une conférence de presse au cours de laquelle elle a défini ses ambitions et ses motivations.

« Ma candidature épouse la vision panafricanisme de la République du Congo et de son président. En me présentant comme candidate à la présidence de l'UPJ, je veux rallier la mobilisation de tous les acteurs et partenaires de l'essor de l'Afrique en commençant par les jeunes eux-mêmes, ceux qui sont sur ou hors du continent », a déclaré Rachetée Rachel Kombela.

Elle a été officiellement désignée et présentée par le gouvernement comme candidate du Congo à la présidence de l'UPJ lors des élections qui se tiendront en marge du quatrième congrès ordinaire de l'UPJ prévu du 15 au 16 novembre à Niamey, au Niger, lors du sommet des chefs d'Etat et de gouvernement de l'Union africaine.

Ghislain Thierry Manguessa Ebome a, au nom du ministre de la Jeunesse, salué son ambition qui justifie, selon lui, le choix porté en elle avant de dévoiler que la candidate du Congo ambitionnait de briguer ce poste depuis quatre ans. « Le gouvernement a décidé, à l'occasion du prochain sommet de l'Union panafricaine de la jeunesse, de présenter une candidate qui officiellement, à compter de ce jour, est la candidate du Congo que nous consi-



Ghislain Thierry Manguessa Ebome présentant Rachetée Rachel Kombela/Adiac

dérons être la candidate pour l'approfondissement du panafricanisme. Le gouvernement a choisi et le président de la République a décidé que notre candidate soit Rachetée Rachel Kombela. Nous considérons que c'est la meilleure candidate qui nous faut », a expliqué le ministre de l'Enseignement technique et professionnel.

Dans la foulée de sa présentation, la candidate a clairement dévoilé ses ambitions. Elle s'est engagée à faire de l'UPJ une organisation de référence, incontournable, cré-

dible, qui impacte réellement la jeunesse africaine. « Pour ce faire, je m'engage à faire que la jeunesse soit en partie dynamique et intégrante dans le processus de développement, de prise de décision et de création de richesse en institutionnalisant un dialogue franc et sincère entre les jeunes et les autorités publiques », a souligné la candidate.

Le congrès de Niamey, a-t-elle soutenu, est une merveilleuse occasion pour partager sa démarche avec les autres jeunes qui croient en une Afrique unique et pros-

père. Rachel Rachetée Kombela a décidé de mettre son mandat « sous le sceau de l'innovation, la transparence, la lutte contre la corruption, la promotion de l'entrepreneuriat, l'encadrement, la promotion de la jeune fille, la formation et le renforcement des capacités managériales des organisations de jeunesse. »

Une fois élue, elle a promis de mettre l'accent sur la formation et la mobilisation des ressources humaines et financières afin, a-t-elle dit, que l'UPJ soit une organisation modèle et moderne en ces

temps d'éclosion des technologies. Rachetée Rachel Kombela est une jeune entrepreneuse évoluant dans le secteur agroalimentaire. Elle occupe actuellement le poste de secrétaire permanente chargée de la promotion de la jeune fille, des questions du genre et des affaires sociales à la Force montante congolaise.

Le Congo compte parmi les pays qui veulent contribuer efficacement à l'émergence de l'UPJ et surtout le renforcement du rayonnement de la diplomatie et le leadership de l'Afrique centrale au niveau continental et international. « Les jeunes d'aujourd'hui sont les grands combattants du panafricanisme de demain. On ne fait pas un mauvais choix que de porter à la tête de cette organisation une dame qui demain deviendra l'une des grandes figures du développement et de l'union de l'Afrique. Nous appelons tous les autres Etats africains à suivre le pas du gouvernement congolais, d'accompagner et de soutenir la candidate que nous présentons, entendu que nous le présentons sous le signe de la pérennisation du combat pour le panafricanisme », a conclu Ghislain Thierry Manguessa Ebome.

James Golden Eloué

MUSIQUE CLASSIQUE

Le Théâtre Mariinsky de Russie en concert à Brazzaville

Le concert donné par les artistes de l'orchestre Théâtre Mariinsky de Saint-Pétersbourg (Russie) s'est déroulé, le 9 novembre à l'Institut français du Congo (IFC) de Brazzaville, en présence du ministre de la Culture et des Arts, Dieudonné Moyongo, et de plusieurs ambassadeurs en poste au Congo.

La prestation scénique des artistes de l'orchestre Théâtre Mariinsky a donné l'opportunité au public d'écouter les merveilles de la musique et de la culture russes. Avant que ces artistes venus de Saint-Pétersbourg ne montent sur scène, l'ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de la Fédération de Russie en République du Congo, Guéorguy Tchepik, a présenté ce groupe pour lequel les Congolais depuis bien longtemps n'ont pas eu la chance d'écouter.

Ces artistes, a-t-il souligné, se sont produits trois fois à Kinshasa, en République démocratique du Congo, et c'est pour la première fois qu'ils viennent jouer à Brazzaville, et pour la première fois également qu'ils ont pu réunir par le son de la musique classique les deux rives du fleuve Congo. « J'ai beaucoup aimé ce concert. Je remercie tous ceux qui sont venus savourer cette soirée musicale. J'exprime ma reconnaissance à l'ambassadeur de France en République du Congo ainsi qu'au directeur délégué de l'IFC pour la possibilité qu'ils nous a donné d'organiser cette soirée ici dans la grande salle de l'IFC pour nous permettre de respecter les mesures barrières par rapport à la covid-19. Je vois que c'est une belle occasion de dire que la France et la Russie peuvent ensemble coopérer sur le sol africain », a déclaré le diplomate russe, avant d'inviter le public à déguster la culture musicale russe à travers la musique classique.

Sur scène, Andrei Tielkov et Elisabeta Joutchenko ont présenté un répertoire riche constitué des chansons suivantes : Dvorak. Danse slave en mi mineur (violon et piano) ; Rachmaninov. Prélude en mi bémol majeur (piano) ; Effilochage. Menuet adressé à Haydn (piano) ; Tchaïkovski. Mélodie (violon et piano) ; Rimski-Kotchkov-Rachmaninov. "Le vol du



Andrei Tielkov et Elisabeta Joutchenko sur scène (crédit photo/Kinzenguélé)

bourdon" (piano) ; Tchaïkovski. Mai, "Nuits blanches" et Août "Récolte" du cycle "Saisons" (piano) ; Massenet. Méditation de l'opéra "Thaïs" (violon et piano) ; Tchaïkovski. Danse russe du ballet San Lake (violon et piano) ; Paga-

nini-Liszt Campanella (piano) ; Franc. Sonate pour violon et piano (3 heures "Récitatif-fantaisie") ; Satis. Gnosky N.1 (piano) ; Frolov. Fantaisie sur des thèmes de l'Opéra "Porgy and Bess" de Gershwin (violon et piano).

A l'issue de ce concert, Andrei Tielkov et Elisabeta Joutchenko ont exprimé leur satisfaction. « Nous sommes très satisfaits d'arriver au Congo. C'est ici que nous avons reçu un accueil chaleureux. Nous sentons la partici-

pation du public qui nous plaît beaucoup. Juste avant le concert, nous avons donné un master class aux enfants et étions très surpris par l'attention qu'ils accordent à la musique », ont-ils indiqué.

Le ministre de la Culture et des Arts, Dieudonné Moyongo, a exprimé aussi sa satisfaction. « C'est un groupe extraordinaire qui a bien voulu nous offrir ce spectacle, ça nous rappelle beaucoup de choses. Nous sommes heureux d'avoir été associés à cette cérémonie », a déclaré le ministre. Pour la directrice de la Maison Russe ex-Centre culturel russe, Maria Fakhrutdinova, c'est une véritable occasion de réunir les deux Congo à travers la musique classique. « Ce théâtre a presté à Kinshasa. Nous sommes ravis et le public a aimé. Pour la Russie, la culture de la musique classique ne date pas d'hier. Plusieurs Congolais qui sont passés en Russie en savent. Aujourd'hui ce n'était pas seulement le concert, mais également les ateliers de "Violon" pour l'orchestre symphonique des enfants de Brazzaville du maestro Josias N'Gahata et de "Piano" pour les enfants qui suivent les cours chez eux à la Maison Russe animés par leur artiste musicien Freddy Mabanza », a-t-elle indiqué.

Notons qu'Andrei Tielkov est pianiste, diplômé du conservatoire de l'Institut de Saint-Pétersbourg, lauréat des internationales. Et Elisabeta Joutchenko, violoniste, est diplômée du conservatoire de Saint-Pétersbourg et lauréate des compétitions internationales. Elle participe régulièrement aux concerts en France et en Allemagne. Les deux évoluent dans le Théâtre de Saint-Pétersbourg, un ancien théâtre avec école classique qui date de 1783.

Bruno Okokana

STADE ALPHONSE-MASSAMBA-DÉBAT

La société Greenfields insiste sur la maintenance de la pelouse

« Le seul problème que le stade Alphonse-Massamba-Débat a en ce qui concerne sa pelouse, c'est la maintenance », a indiqué la société Greenfields, spécialisée dans l'entretien des pelouses, lors de la visite du chantier du Centre technique d'Ignié par les dirigeants de la Fédération congolaise de football.

Le président de la Fédération congolaise de football (Fécofoot) a sollicité l'expertise de la société dans le but de renouveler le certificat de la pelouse du stade Alphonse-Massamba-Débat dont l'expiration a été l'une des raisons de sa fermeture par la Confédération africaine de football (CAF). Le dernier rapport de la CAF indiquait que le gazon artificiel du stade devrait impérativement être changé. Les autorités congolaises devraient installer un bon système de drainage. Le même rapport précise que le certificat Fifa pour la pelouse du stade Alphonse-Mas-

samba-Débat est expiré. Le gazon artificiel ne se trouve plus en bon état, les vitres écrasées par le manque d'entretien, notamment le manque de passage régulier du balai-brosse. On a également observé plusieurs zones de brûlures sur le tapis ou d'accros et la diminution de granulés sur le gazon artificiel.

Cette société est à sa quatrième mission au Congo. Elle est à pied d'œuvre pour poser les pelouses synthétiques à Ignié. C'est, d'ailleurs, elle qui avait installé la pelouse synthétique du stade Alphonse-Massamba-Débat. Jean Guy Blaise Mayolas a évo-

qué avec Franclin Ngwesé Ngabé, le chef du projet, sa volonté de renouveler le certificat de la pelouse du stade mythique de Brazzaville.

« J'ai voulu profiter de leur présence pour renouveler le certificat de la pelouse du stade Alphonse-Massamba-Débat qui est expirée parce que ce sont eux qui l'ont installée. La CAF a pris la décision de fermer le stade et parmi les griefs, il y avait la pelouse. Ils vont nous aider dans ce sens. Après, il ne restera qu'à améliorer les vestiaires et le reste. Mais pour la pelouse, je crois

que l'Etat congolais acceptera notre vœu que l'expert vienne pour certifier le terrain après les travaux que la société Greenfields fera », a souligné le président de la Fécofoot.

Et la société est prête à aider le Congo dans ce sens. « Le président a souhaité renouveler le certificat de la Fifa pour la pelouse. C'est possible parce que je sais que le seul problème que Massamba-Débat a, c'est la maintenance. Je vais passer au stade suivre moi-même la maintenance et le certificat vous sera renouvelé par un institut de test certifié

par la Fifa », a déclaré Franclin Ngwesé Ngabé.

Selon lui, le problème de maintenance des pelouses reste une situation préoccupante en Afrique. « J'insiste sur la maintenance parce que c'est un problème que nous avons souvent en Afrique. On vous livre quelque chose et on vous recommande de la maintenir... », a regretté le chef du projet. Pour éviter ce chaos, la société se propose de former à la maintenance quotidienne, hebdomadaire et mensuelle, deux ou trois personnes que la Fécofoot mettra à sa disposition.

James Golden Eloué